

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Pour empêcher une nouvelle grande guerre ...

La Russie et la Chine se préparent à une guerre – au seuil même de l'Amérique

par Niki Vogt

La Fédération de Russie a effectué, du 5 au 10 septembre, l'un des plus grands exercices militaires jamais exécutés, «Caucase 2016». 120 000 soldats et officiers ont participé à cet exercice de défense. Selon l'agence Tass, tout cela a eu lieu dans le voisinage immédiat de la péninsule de Crimée. Il n'y aurait jamais eu plus de 12 500 participants à l'exercice en même temps, a annoncé le 9 septembre Valéry Guérassimov, chef de l'état-major général russe. Des représentants des ministères et des membres de la banque centrale russe y ont également pris part.

Guérassimov a décrit les manœuvres militaires comme un «entraînement militaire intensif». Il s'agissait d'un test difficile pour tous les gradés, qui a également mis les organismes de contrôle militaires à dure épreuve et testé leurs capacités de coordination des opérations des forces armées unies.

Un avertissement clair pour l'Occident

L'ampleur même de ces manœuvres et le choix de l'endroit peuvent être considérés, sans qu'on ait besoin de le souligner de façon explicite, comme un avertissement clair à l'Occident afin qu'il n'utilise pas la question de l'annexion de la Crimée et ne mette pas à trop rude épreuve la patience de la Russie dans le Donbass. On a appris en même temps la construction projetée jusqu'en 2018 d'une ligne de défense côtière à la pointe orientale de la Russie.

Une semaine avant le début de l'exercice militaire «Caucase 2016», le ministre russe de la Défense Shoïgu a fait état de la création d'une unité spéciale dans la région de la Tchoukotka impliquant d'énormes dépenses en personnel et en matériel. La décision a été prise en 2015 et fait «partie d'un plan d'installation d'un système unifié de défense depuis la côte arctique au Nord jusqu'au territoire de Premorja au Sud». Le but en est de sécuriser les Iles Kouriles et la mer de Béring ainsi que d'assurer la protection des routes maritimes de la flotte dans le Pacifique et d'accroître la combativité de la marine nucléaire. Les nouvelles divisions doivent assurer la défense des régions très faiblement peuplées de la côte orientale de la Fédération de Russie.

Des divisions russes à la frontière orientale de la Russie

Le communiqué n'en dit pas plus. Par rapport à ces deux nouvelles, il est vraiment intéressant de noter que la Fédération de Russie adresse un message tout à fait clair à Washington. Jusqu'à présent, la Russie n'avait aucune division défensive côtière. Les frontières ouest de la Russie se trouvent sur le continent européen et du côté est, désert, il n'y avait aucune nécessité à défendre les côtes contre l'Alaska qui se trouve en face, elle aussi pratiquement déserte. Il n'y a aucune indication, ni sur ce à quoi une défense côtière orientale doit ressembler, ni sur son déploiement où sur l'armement prévu. Jusqu'à présent – à l'époque soviétique –, il y avait des forces navales en mer Baltique, dans l'océan Arctique, en mer Noire et dans le Pacifique assurant la défense des côtes russes. Pourquoi met-on alors en place des divisions terrestres entières le long des côtes?

Une division est une grande organisation de forces terrestres capable de mener un affrontement «interarmes», c'est-à-dire infanterie, génie militaire, défense NBC, blindés, service de santé, missiles et artillerie lourde ... bref, tout l'attirail du «Grand Cirque». Dorénavant, plusieurs divisions seront installées le long de la côte orientale.



Tchoukotka, une province au nord-est de la Russie, juste en face de l'Alaska. (photo Wikimedia Commons, TUBS)

Pas plus de 90 kilomètres de l'Alaska

Un coup d'œil sur la carte, et on se rend compte que le point le plus avancé du nord-est de la Russie n'est séparé des Etats-Unis que par le détroit de Béring. Là, où il est le plus étroit, les deux superpuissances ne se trouvent pas à plus de 90 kilomètres l'une de l'autre. L'Alaska n'est qu'à un jet de pierre. Mais qu'y a-t-il en Alaska, à part des élans, des loups, des ours, des rennes et quelques villages?

Il y a déjà quelques bases militaires américaines pas tout à fait anodines, telle la base *Elmendorf Air Force* à Anchorage. C'est là qu'on trouve non seulement les derniers modèles d'avions de combat F-22-Raptor, capables d'en décoller pour intercepter les bombardiers stratégiques russes, mais aussi le *Norad* pour la zone d'Alaska, le *Command of the 11th Air Army* et Fort Richardson, avec la *4th Brigade Combat Team* (parachutistes) de la 25^e division d'infanterie.

Les avions de combat américain auraient à peine le temps de décoller en cas de guerre

Comme mentionné plus haut, les divisions pourraient aussi être équipées de missiles de différentes sortes. Dans l'une de ses analyses, l'analyste militaire *Sergej Ischenko* a remarqué que si la Russie installait le long de sa côte orientale des rampes de lancement mobiles pour le système de missiles balistiques à courte portée *Iskander*, les F-22-Raptors des Américains auraient à peine le temps de décoller pour intercepter les bombardiers russes. Comme nous l'avons appris avec le cas «Donald Cook» et d'autres démonstrations de force des Russes, ces derniers peuvent paralyser complètement l'électronique militaire américaine, ce qui se produirait très vraisemblablement également en Alaska, plongeant dans le noir tous les postes d'observation et d'alerte. «Tout comme au temps de la guerre froide, les troupes des bases militaires d'Elmendorf et de Fort Richardson iront se coucher chaque soir avec un mauvais pressentiment», résume Ischenko.

Avec les USA, la Russie applique ce qu'elle a dû elle-même supporter

La Russie applique à présent exactement ce qu'elle a dû elle-même supporter au cours des dernières années: les bases militaires et les troupes de la puissance adverse se resserrent sur les frontières des Etats-Unis. Là-dessus, comme l'a souligné le président chinois *Xi Jinping* lors du Sommet du G20 à Hangzhou: la Chine poursuivra avec confiance ses intérêts dans la mer de Chine méridionale.

Celle-ci se situe juste au-dessous de la côte orientale de la Russie. Cela ne se présente pas très bien pour les Etats-Unis.

Cependant, il n'y a pas que les divisions de défense côtière dans la Tchoukotka et les côtes du sud vers la Chine. L'armée de l'air russe a construit dix bases aériennes dans l'Arctique. L'organisation russe pour les constructions spéciales (*Spetsstroy*) développe actuellement les installations d'infrastructure de ces bases militaires aériennes dans le grand Nord, en Extrême-Orient et en Sibirie pour 20 000 militaires, leurs familles et des employés civils du ministère de la Défense.

Selon un rapport du site Internet «The National Interest», les avions de combat des 10 bases de l'armée de l'air sont équipés du redoutable *Vypel R-37* (missile air-air) à très haute portée et qui est en mesure d'abattre de manière ciblée les avions américains *AWACS* et *C4-ISTAR*; ils peuvent également se déplacer sur une si grande distance qu'ils sont inaccessibles pour les avions de combat américains qui doivent protéger les *AWACS* et les *C4-ISTAR*. Les avions de combat russes peuvent en outre abattre avec une très grande précision les avions ravitailleurs des Américains, ce qui, lors de l'explosion du chargement de kérosène hautement inflammable, rend obsolète la possibilité pour l'équipage de s'échapper en utilisant leurs sièges éjectables. Un tir réussi transforme immédiatement le chargement de kérosène volant en boule de feu.

Viennent en outre les missiles air-air *Nivator KS-17* qui portent déjà parmi les Américains le nom d'*AWACS-killers* et atteignent sûrement leur but sur une portée de 400 kilomètres. Ce sont les missiles air-air les plus lourds et les plus destructeurs n'ayant jamais été construits. L'armée de l'air indienne en possède afin d'armer ses *SU-30MKI-FIGHTERJETS* russes.

1500 soldats d'élite russes en Bolivie

Le réarmement ne s'arrête cependant pas à la frontière nord-ouest de l'Amérique. Le 6 septembre, l'agence *Tass* a rapporté que la Fédération de Russie avait envoyé 1500 soldats d'élite, les *Spetsnaz*, pour action immédiate en Bolivie. Cette mesure faisait partie d'un accord sur la collaboration militaire signé entre la Fédération de Russie et la Bolivie et appliqué sur le champ. Il s'agit là également d'une avant-garde – qui ne devrait pas s'en

Editorial

Kishore Mahbubani, spécialiste en sciences politiques et diplomate de Singapour, est l'un de ceux, qui – notamment avec son livre «Le défi asiatique» – a démontré la fin prochaine de la dominance de l'Occident. Un ordre mondial unipolaire ne peut pas être maintenu en permanence – car, comme le spécialiste allemand en droit public *Martin Kriele* l'a exposé dans son ouvrage «Die demokratische Weltrevolution» [La révolution mondiale démocratique], la pensée de l'égalité fondamentale de tout être humain et son effet sur la conscience des hommes ne peut plus être réprimée. Elle correspond tout simplement à la nature humaine.

Actuellement cependant, la question la plus urgente à laquelle nous sommes confrontés est de savoir si la transition vers un ordre mondial multipolaire, accepté universellement, est réalisable plus ou moins pacifiquement ou si le risque de la catastrophe nucléaire nous menace. En d'autres termes: les forces raisonnables en Occident et notamment aux Etats-Unis – souhaitant également le bien-être de leurs propres populations – pourront-elles s'imposer face aux représentants de la suprématie universelle de la «nation indispensable» d'Outre-Atlantique, prêts à utiliser tous les moyens, y compris la guerre nucléaire, pour défendre leur position?

Dès la crise de Cuba en 1962, nous savons qu'une telle guerre ne peut être menée. Face aux exigences avancées par les néo-conservateurs américains, revendiquant la supériorité absolue et la force de première frappe nucléaire, l'ancien secrétaire américain à la Défense *Robert McNamara* a, il y a une dizaine d'années, en se remémorant cette crise, expressément condamné de telles idées (cf. *Horizons et débats* n° 30/mars 2005). Il déclara: «C'est un pur hasard que la guerre nucléaire ait pu être évitée.» A l'époque, le dimanche 21 octobre 1962, *John F. Kennedy* dut prendre la décision d'attaquer Cuba ou pas. Bien que la majorité des personnes présentes avait voté en faveur de l'attaque, il voulut connaître l'avis du général responsable, s'il lui garantissait qu'aucune bombe ne tomberait sur les Etats-Unis lors d'une attaque nucléaire de leur part. La réponse fut «Non!» – ainsi il n'y eut des bombes atomiques ni sur Cuba ni sur la Russie.

L'article ci-contre sur les stratégies militaires défensives de la Russie et de la Chine va exactement dans ce sens, car il illustre bien le fait que les deux pays ne sont pas enclins à tolérer une attaque nucléaire sur leur territoire. L'intention est claire: quiconque décide de nous attaquer – aussi avec des armes nucléaires – devra payer très cher, et une telle attaque causerait inévitablement de très nombreuses victimes et d'énormes dégâts également aux Etats-Unis. Depuis Hiroshima et Nagasaki, nous savons ce que signifie la contamination radioactive. Sinon, on peut en prendre conscience en étudiant les publications du mouvement «Maires pour la Paix», créé en 1982 sur initiative du maire de Hiroshima.

Toutefois, la politique de puissance poursuit parfois sa propre logique, quelques fois calculée de manière rationnelle, mais trop souvent totalement irraisonnable. L'arrogance élitaine du pouvoir est parfois très proche de la folie, dont les

Alert Memorandum adressé au président Obama pour désamorcer les tensions avec la Russie

par Veteran Intelligence Professionals for Sanity VIPS*

cn. Un groupe d'anciens officiers des services de renseignements américains recommande au président Obama de désamorcer les tensions croissantes avec la Russie au sujet de la Syrie, en freinant la diabolisation du président Poutine, et en renforçant le pouvoir civil de la Maison Blanche sur le Pentagone.

Actuellement, c'est la Syrie qui nous pré-occupe. Nous espérons que votre briefing présidentiel de demain accordera une attention particulière à l'avertissement du porte-parole de la diplomatie russe Mme Maria Zakharova du 1/10/16: «Une attaque américaine visant directement Damas et l'armée syrienne, apporterait un terrible changement tectonique, pas seulement dans ce pays, mais aussi dans l'ensemble de la région.»

A la télévision russe, elle a dénoncé ceux dont «la logique se restreint au «pourquoi aurions-nous besoin de la diplomatie» ... alors qu'il y a la puissance armée ... et des méthodes pour résoudre les problèmes par la force. Nous connaissons cette logique; il n'y a rien de nouveau à ce sujet. Elle aboutit toujours au même résultat: la guerre à grande échelle.» [...]

Il ne faut pas attribuer à la paranoïa de la partie russe, le fait qu'ils soupçonnent que les attaques aériennes du 17 septembre perpétrées par les forces américaines et australiennes sur les troupes syriennes – faisant 62 morts et 100 blessés – n'étaient pas une «erreur», mais plutôt une tentative délibérée

de saborder le cessez-le-feu partiel signé par Kerry et Lavrov, avec votre approbation et celle du Président Poutine, et entré en vigueur juste cinq jours auparavant.

S'exprimant en public de manière frisant l'insubordination, les officiers seniors du Pentagone ont montré ouvertement et de manière inhabituelle leur scepticisme face au traité Kerry-Lavrov. Nous pouvons en déduire que ce que Lavrov a dit en aparté à son supérieur, correspondait plus ou moins aux paroles inhabituellement directes exprimées à la télévision russe NTV le 26 septembre:

«Notre bon ami John Kerry ... est soumis à de sévères critiques de la part de la machine de guerre américaine. Ceci malgré le fait que, comme d'habitude, le chef suprême de l'armée Barack Obama le soutient dans ses contacts avec la Russie (il l'a même confirmé pendant sa rencontre avec le Président Vladimir Poutine), alors qu'apparemment les militaires n'écoutent pas vraiment leur commandant-en-chef.

Les paroles de Lavrov ne sont pas que de la rhétorique. Il a également critiqué le Joint Chief of Staff Joseph Dunford qui disait au Congrès américain qu'il était opposé à la pratique de partager les informations (en matière d'espionnage) avec la Russie «... et cela après les accords conclus sur les ordres directs du Président Vladimir Poutine et du Président Barack Obama confirmant leur souhait de partager les informations (en matière d'espionnage) avec nous ... C'est difficile de travailler avec de tels partenaires.» [...]

Pour de nouvelles négociations, la porte reste entrouverte. Ces derniers jours, les fonctionnaires du ministère de la Défense et du Département d'Etat russes, ainsi que le porte-parole du Président Poutine, ont soigneusement évité de fermer entièrement cette porte. Nous y voyons un bon signe que le Secrétaire d'Etat Kerry ait parlé au téléphone avec le ministre des Affaires étrangères Lavrov. Les Russes, de leur part, ont réaffirmé la volonté de Moscou d'honorer les accords signés auparavant sur la Syrie.

Du point de vue du Kremlin, la Russie encourt de beaucoup plus grands dangers que les Etats-Unis. Des milliers de dissidents terroristes russes sont partis en Syrie, où ils

récoltent des armes, des fonds, et un savoir-faire pour organiser des révoltes accompagnées de violence. Il est facile de comprendre que Moscou est alarmé par le danger que ceux-ci représenteront quand ils rentreront au pays. De plus, il est très probable que le Président Poutine est comme vous, sous pression de la part des militaires pour liquider «une fois pour toutes» ce chaos «syrien», indépendamment des conséquences sinistres qu'une solution militaire aurait sur les parties en Syrie.

Nous sommes conscients que le Congrès américain et les médias alignés vous invitent à faire chauffer la situation et à réagir en Syrie avec davantage de violence – ouverte ou cachée ou les deux à la fois. [...]

A ce sujet, il serait utile [...] si l'un de vos collaborateurs pouvait suggérer aux médias alignés de baisser le ton de leur campagne puérile et haineuse de diabolisation du Président Poutine qu'ils attaquent personnellement et trop souvent de manière injuste et contre-productive.

En effet, il serait plus constructif de renouer le dialogue direct avec le Président Poutine. Ce serait la meilleure possibilité pour terminer tout «blocage» involontaire. Nous sommes d'avis que John Kerry a raison d'insister sur la situation syrienne absolument chaotique suite à la complexité des intérêts et des nombreux groupes qui s'y concurrencent. Toutefois, il a déjà fait un important travail préliminaire et a trouvé en Lavrov un partenaire utile dans la plupart des cas.

Cependant, au vu du scepticisme russe (et pas seulement russe) persistant quant à l'intensité de votre soutien à votre Secrétaire d'Etat, nous sommes convaincus que des négociations au plus haut niveau seraient la meilleure manière de prévenir tout débordement incontrôlable des têtes brûlées des deux côtés, risquant de mener à une confrontation armée que personne ne peut vouloir.

Par conséquent, nous vous recommandons instamment d'inviter le Président Poutine à vous rencontrer dans un lieu à convenir entre les deux parties, afin de tenter de faire table rase et d'empêcher tout aggravation supplémentaire de la situation du peuple syrien.

A la fin du carnage de la Seconde Guerre mondiale, Winston Churchill a fait une remarque qui ne manque pas d'actualité au XXI^e siècle: «To jaw, jaw, jaw is better than to war, war, war.» [Traduction libre: «Il est préférable de se parler plutôt que de se faire la guerre.»]

Au nom du comité de direction des «Veteran Intelligence Professionals for Sanity» [Anciens professionnels du renseignement pour un comportement raisonnable]:

William Binney, former Technical Director, World Geopolitical & Military Analysis, NSA; co-founder, SIGINT Automation Research Center (ret.)

Fred Costello, Former Russian Linguist, USAF

Mike Gravel, former Adjutant, top secret control officer, Communications Intelligence Service; special agent of the Counter Intelligence Corps and former United States Senator

Matthew Hoh, former Capt., USMC, Iraq & Foreign Service Officer, Afghanistan (associate VIPS)

Larry C. Johnson, CIA & State Department (ret.)

John Kiriakou, former CIA counterterrorism officer and former senior investigator, Senate Foreign Relations Committee

Linda Lewis, WMD preparedness policy analyst, USDA (ret.) (associate VIPS)

Edward Loomis, NSA, Cryptologic Computer Scientist (ret.)

Ray McGovern, former US Army infantry/intelligence officer & CIA analyst (ret.)

Elizabeth Murray, Deputy National Intelligence Officer for Middle East, CIA (ret.)

Todd Pierce, MAJ, US Army Judge Advocate (ret.)

Coleen Rowley, Division Counsel & Special Agent, FBI (ret.)

Kirk Wiebe, former Senior Analyst, SIGINT Automation Research Center, NSA, (ret.)

Robert Wing, former Foreign Service Officer Ann Wright, U.S. Army Reserve Colonel (ret) and former U.S. Diplomat

Source: www.consortiumnews.com, 2/10/16

(Traduction Horizons et débats)

«Pour empêcher une nouvelle ...»

suite de la page 1

tenir au nombre de 1500 – se rapprochant des frontières étatsuniennes. La Bolivie voit la Russie comme un pays fraternel, avec lequel elle entretient d'excellentes relations, a fait savoir le ministre de la Défense bolivien. De son côté, la Russie voit en la Bolivie un partenaire prometteur, a répondu avec bienveillance le ministre de la Défense russe Shoigu.

«Editorial»

suite de la page 1

activités peuvent prendre des formes destructrices et autodestructrices en méconnaissance des aspects essentiels de la réalité. Il est possible que les expériences historiques manquent aux Etats-Unis: jusqu'à présent, ils n'ont jamais connu la guerre sur leur sol. En Russie, la situation est très différente, comme les voyageurs dans ce pays le constatent facilement: la Seconde Guerre mondiale est encore très présente dans la mémoire des gens. La Russie n'a pas oublié les 26 millions de morts. On se souvient encore aujourd'hui, avec respect et sérieux, des victimes que la défense de l'invasion d'alors a demandées. Et la Russie montre clairement qu'elle n'est pas prête à tolérer une nouvelle guerre destructrice sur son territoire.

Idem pour la Chine. Au lieu de pratiquer une arrogance doctrinaire et pseudo-moralisatrice, l'Occident ferait mieux de prendre connaissance du fait que des millions de personnes – on parle de 400 millions – ont pu sortir de la pauvreté dans ce pays. On peut bien sûr regretter que la Chine ait investi de grandes sommes pour le développement de son armement et de son armée, mais cela n'enlève rien au

Pas de nouveau Brésil

L'empressement de la Bolivie à collaborer avec la Russie doit être vu dans un contexte de crainte de devenir le prochain Venezuela ou le prochain Brésil où les Etats-Unis provoqueraient désordres et renversements politiques. Au Brésil, où Washington serait derrière la destitution de Dilma Rousseff, dont le successeur au poste de président, Michel Temer, a, selon des informations de Wikileaks, travaillé de longues années

développement économique acquis. Vu les conflits géopolitiques, conséquents au développement d'un nouvel ordre mondial multipolaire, ces dépenses sont compréhensibles. La Chine déclare également qu'elle n'acceptera aucune ingérence dans ses affaires intérieures.

Cependant, ce pays aurait encore d'autres choses à offrir. Par exemple la proposition de Fu Ying, présidente de la Commission des Affaires étrangères du Congrès national du peuple de la République populaire de Chine, publiée dans «Foreign Affairs»: partenariat et coopération au lieu de conflits et guerres entre les grandes puissances. Selon son analyse, cela permettrait de créer une situation «gagnant-gagnant» pour tous les pays concernés. C'est une voix de la raison. (cf. Horizons et débats n° 2 du 25/1/16).

Entre-temps, la guerre en Syrie risque de devenir l'étincelle mettant le feu à la poudrière. Espérons qu'à l'arrière-plan, il y ait encore de nombreux acteurs œuvrant à une solution diplomatique. Les avertissements de Willy Wimmer en font partie et contestent la propagande belliciste. Il faudrait que bien plus d'initiatives de ce genre se manifestent de par le monde!

Erika Vögeli

comme informateur des services secrets américains contre son propre pays. L'article indique ensuite que Temer va nommer Goldman Sachs et le FMI pour gérer et diriger l'économie brésilienne.

Lors du renversement de Dilma Rousseff, Temer était soutenu par le sénateur Aloysio Nunes qui a œuvré pour la destitution de celle-ci. Une fois que le renversement a abouti, Nunes est allé trois jours aux Etats-Unis pour y rencontrer des représentants du gouvernement américain. Parmi ceux-ci, on trouvait aussi des membres du US-Senate Foreign Relations Committee, de l'Albright Stonebridge Group (Présidente: Madeleine Albright) et l'ancien ambassadeur américain au Brésil, Thomas Shannon. De plus, l'actuelle ambassadrice des Etats-Unis au Brésil Lilitiana Ayalde est une femme qui, selon Wikileaks, a déjà été impliquée dans la chute du gouvernement paraguayen.

Avion-espion américain au-dessus de la mer Noire

La Russie s'est justifiée du renforcement massif de ses efforts militaires – dirigés à l'évidence contre les Etats-Unis – par le survol de la mer Noire, d'un des avions-espions américains P8-Poseidon, ayant tenté de pénétrer la semaine dernière, avec son transpondeur éteint, dans l'espace aérien russe. Il a été intercepté par un SU-27. Le Pentagone s'est ensuite plaint de ce que l'avion de combat russe ait opéré des manœuvres dangereuses et s'est approché de l'avion américain à une distance de 10 pieds. La tentative de pénétrer dans l'espace aérien russe est contre toutes les règles internationales et, serait en outre le prolongement des agressions américaines délibérées du 1^{er} août, lorsque les Etats-Unis ont fait voler le long de la frontière nord de la Russie plusieurs bombardiers stratégiques pouvant transporter des armements nucléaires.

Si l'on prend en compte également le fait – déjà mentionné plus haut – que la Chine a ouvertement montré sa disposition de s'opposer aux activités américaines dans la région, et l'armement qu'a développé la Chine, il en résulte une nouvelle image de la situation internationale.

Une nouvelle image de la situation internationale

Avec son missile PL-15, la Chine a plongé les instances dirigeantes de l'armée américaine dans la perplexité. Les AIM-120 AMRAAM des avions de combat américains, vieux de plusieurs décennies, ne peuvent plus tenir la comparaison. «Que pouvons-nous opposer à cette menace?» a demandé le général Herbert Carlisle, commandant de l'Air Combat Command. Et il a exigé: «Le PL-15 et la portée de ce missile ... nous devons tout simplement être capables de le surclasser.» En outre, les Chinois ont également développé avec le Chengdu-J-20, un avion de combat furtif, efficace et ultramoderne. Les Chinois dissimulent certes de nombreuses données, mais il est clair pour les militaires américains qu'ils ont là affaire à un avion optimisé capable d'atteindre une vitesse élevée et de très grande portée. En armant ces avions de combat de missiles PL-15, les Chinois peuvent détruire les avions ravitailleurs américains ainsi que des navires de guerre. Cependant, afin de permettre les opérations aériennes des avions de combat américains F-22 en mer, trois ou quatre avions ravitailleurs doivent, selon un RAND-Briefing, décoller toutes les heures pour délivrer 2,6 millions de gallons de kérosène aux avions de combat. Cela, Pékin le sait aussi. Les avions Chengdu J-20 n'ont qu'à cibler – à distance sécurisée – les lourds et maladroits avions-ravitailleurs avec des PL-15

Suite page 3

Des maires américains mettent en garde contre les risques de guerre croissants

hd. La «US-Conference of Mayors» (USCM) est l'organisation officielle et non partisane des villes avec plus de 30 000 habitants. A l'heure actuelle, il existe 1407 villes aux Etats-Unis qui remplissent ce critère. Chaque ville est représentée dans la conférence par son chef administratif élu, le maire. La conférence défend les intérêts des villes et promeut le développement d'une politique urbaine efficace, assure et renforce les liens entre les villes et l'administration fédérale pour que la politique à Washington prenne en compte les besoins de celles-ci. La conférence a lieu chaque janvier à Washington D.C. à l'occasion de sa réunion d'hiver et en juin à l'occasion de la réunion annuelle dans une autre ville des Etats-Unis.

En 2016, la réunion annuelle a eu lieu du 24 au 27 juin à Indianapolis. La conférence se termina pour la onzième fois de suite par l'adoption d'une résolution pour le soutien des «maires en faveur de la paix» (cf. encadré). Elle demande également une meilleure répartition des moyens financiers étatiques – abandon de l'armement nucléaire pour favoriser le renouvellement et la remise en état des infrastructures délabrées – au profit des citoyens des villes représentées.

La Résolution adoptée en 2016 ...

... demande instamment au prochain président des Etats-Unis de poursuivre la voie diplomatique avec les autres Etats dotés de l'arme nucléaire; de participer à des négociations pour l'abolition des armes nucléaires; de baisser les dépenses pour l'armement nucléaire et de rediriger les fonds pour les besoins des villes.

- Considérant que le largage des bombes atomiques américaines sur Hiroshima et Nagasaki en août 1945 brula à mort des dizaines de milliers de personnes et tua jusqu'à fin 1945 plus de 210 000 personnes – en grande majorité des civils – et que les hibakusha survivants, leurs enfants et petits-enfants souffrent encore et toujours des effets physiques, psychiques et sociaux qui en découlent; et
- considérant que la *United States Conference of Mayors* (USCM) salue l'action du Président Obama d'avoir visité Hiroshima le 27 mai 2016 et d'avoir rencontré des hibakusha comme nous le lui avons demandé en 2015, et d'y avoir déclaré: «Dans ces nations, comme la mienne, qui possèdent des arsenaux nucléaires, nous devons avoir le courage d'échapper à la logique de la peur et d'aspirer à un monde sans eux. Nous ne sommes pas tenus de par un code génétique d'effectuer les mêmes erreurs que dans le passé»; et
- considérant que l'USCM salue l'aboutissement des négociations diplomatiques avec

l'Iran sur un accord nucléaire complet, comme elle le lui avait demandé en 2015; et

- considérant que, ayant dit cela, l'administration Obama a moins réduit l'arsenal nucléaire que n'importe quelle présidence d'après-guerre-froide et a posé les bases pour que les Etats-Unis dépensent un billion de dollars durant les trois prochaines décennies pour le maintien et la modernisation des bombes et ogives nucléaires, pour les installations de production et leurs vecteurs, les structures de commandement et de contrôle, et que d'autres nations nucléaires suivent le mouvement; et
- considérant que des pays équipés de l'arme nucléaire se dirigent toujours davantage vers la confrontation directe dans de nombreuses zones de conflit dans le monde, et que les plus importants jeux de guerre de l'OTAN depuis des décennies, impliquant 14 000 soldats américains et l'activation de systèmes de défense antimissile américains en Europe de l'Est, font grandir des tensions entre les géants nucléaires, et selon l'ancien secrétaire de la défense William Perry: «La probabilité d'une catastrophe nucléaire est, à mon avis, plus haute aujourd'hui que du temps de la guerre-froide»; et
- considérant que plus de 15 000 armes nucléaires – la plupart étant beaucoup plus puissantes que les bombes de Hiroshima et Nagasaki, 94% en possession des Etats-Unis et de la Russie – continuent de poser une menace intolérable aux villes et à l'humanité; et
- considérant que les Etats-Unis et d'autres pays équipés de l'arme nucléaire refusent de participer aux travaux du «Groupe de travail des Nations Unies pour la promotion des négociations sur le désarmement nucléaire multilatéral» (Open-Ended Working Group Taking Forward Multilateral Nuclear Disarmament Negotiations) se réunissant chaque année à Genève; et
- considérant que des infrastructures se détériorent mettent en danger la sécurité publique et la qualité de vie, et l'augmentation de l'inégalité des richesses oblige les citoyens de quitter les villes américaines, et des fonds fédéraux sont impérieusement nécessaires dans nos communautés pour construire des logements à prix abordables, créer des emplois payés de manières décente pour vivre, améliorer les transports en commun et développer des sources d'énergies durables; et
- considérant que l'USCM salue et félicite le maire de Cambridge Denise Simmons et le Cambridge City Council [exécutif municipal] pour leur démonstration courageuse de leadership, le 2 avril 2016, dans la prise de décision unanime visant à exclure de la caisse de pension de la ville d'un milliard de dollars toutes les entreprises participant

à la fabrication de systèmes d'armements nucléaires ainsi que les institutions investissant dans de telles entreprises; et

- considérant que les «Maires pour la Paix» continuent d'aspirer à l'élimination globale des armes nucléaires pour 2020 et que leur nombre de membres s'élève à 7063 villes dans 161 pays dont 207 membres aux Etats-Unis; et
- considérant que l'USCM félicite Des Moines [capitale de l'Etat fédéral du Iowa] et son maire T. M. Franklin Cownie pour la nomination de Des Moines à la présidence de la section américaine des «Maires pour la Paix»;
- il est par conséquent décidé que l'USCM demande instamment au prochain président des Etats-Unis de poursuivre de toute urgence de nouvelles initiatives diplomatiques pour réduire les tensions avec la Russie et la Chine et pour diminuer massivement les stocks d'armes nucléaires américains et russes;
- il est par ailleurs décidé, que l'USCM demande instamment au prochain président des Etats-Unis de participer à ou d'initier de bonne foi des négociations multilatérales pour l'élimination des armes nucléaires comme prévue dans le Traité de Non-Prolifération de 1970, par exemple en réunissant un Sommet pour le désarmement nucléaire;
- il est par ailleurs décidé que l'USCM demande instamment au prochain président du Congrès des Etats-Unis de réduire les dépenses pour les armes nucléaires au minimum nécessaire pour assurer la protection et la sécurité des

armes existantes en attendant leur désactivation et démontage et de rediriger ces fonds vers les besoins urgents des villes et de reconstruire les infrastructures de notre pays se trouvant en très mauvais état;

- il est par ailleurs décidé que l'USCM appelle instamment toutes les villes de prendre des mesures au niveau communal pour avertir l'opinion publique de l'impact humanitaire et des coûts financiers que représentent les armes nucléaires, des dangers grandissants de guerres entre pays possédant l'arme nucléaire et l'urgente nécessité de la participation des Etats-Unis, sur la base de la bonne foi, aux négociations pour l'abolition globale des armes nucléaires, en planifiant, par exemple, la plantation de jeunes plants d'arbres détruits par des bombes atomiques, en organisant des expositions de posters au sujet de ces bombes et des projections de films, en partageant des témoignages de hibakusha par skype, en promouvant des cours sur les études de paix Hiroshima-Nagasaki et en invitant leurs maires à parler durant des cérémonies locales sur Hiroshima et Nagasaki;
- il est par ailleurs décidé que l'USCM réaffirme son soutien pour les «Maires pour la Paix» et exhorte d'autres villes américaines à se joindre à leur campagne afin d'atteindre 10 000 villes membres jusqu'en 2020. •

© Copyright 2016. The United States Conference of Mayors. All rights reserved.

The United States Conference of Mayors. 1620 Eye St. NW, 4th Floor - Washington D.C. 20006, - Phone: +202 293-7330 Fax: +202 293-2352 E-Mail: info@usmayors.org

(Traduction Horizons et débats)

«Pour empêcher une nouvelle ...»

suite de la page 2

à grande portée pour les tirer comme des pigeons et paralyser l'armée de l'air américaine dans les eaux extraterritoriales de Chine et des côtes orientales de la Russie.

Les Américains doivent se faire à l'idée d'une guerre menée dans leur propre pays

Si la Russie y ajouterait encore sa capacité à éliminer le très complexe système électronique AEGIS des forces armées américaines, les Etats-Unis ne pourraient à moyen terme plus se permettre aucune épreuve de force avec la Chine et la Russie dans cette région. Il ne serait pas possible aux bombardiers américains de pénétrer profondément en Chine et en Russie pour détruire les grandes villes et les centres importants par des attaques à la bombe, pas plus que de mener des opérations d'engagement dans les zones côtières de la Chine et de la Russie. L'Amérique est en train de perdre sa souveraineté aérienne sur la mer de Chine méridionale, région de grande importance avec les itinéraires commerciaux mondiaux et perd aussi son influence sur les Etats riverains qui voient le champion jusqu'ici incontesté provoqué et mis à mal.

En revanche, la Russie et la Chine ont de bonnes chances d'affronter les Américains le

long de leur côte occidentale sur leur propre sol, dans de très dures attaques aériennes. Privées de leurs systèmes d'alerte électroniques, que la Russie peut désactiver, les possibilités de la défense antiaérienne seront restreintes. En combat aérien, les missiles de grande portée russes et chinois sont supérieurs à ceux des Américains. Cette fois-ci, les Américains doivent se faire à l'idée d'avoir la guerre dans leur propre pays. Toute la côte ouest, jusqu'à loin dans l'arrière-pays, serait touchée. Si les Etats-Unis jouaient la carte du nucléaire, la riposte consisterait en au moins une bombe atomique sur une grande ville américaine de la côte ouest.

La tendance esquissée ici montre à l'évidence que la Chine et la Russie veulent le faire voir clairement aux Américains et sont décidées, le cas échéant, à mettre leurs plans en œuvre. Le peuple américain n'est cependant psychologiquement absolument pas préparé à un tel scénario catastrophe. Il y aurait une explosion de panique déclenchant une tourmente anti-gouvernementale. Les Etats-Unis ne seraient pas en mesure de mener une telle guerre plus de deux semaines.

Source: quer-denken.tv/russland-und-china-bereiten-sich-auf-einen-krieg-vor-und-diesmal-direkt-vor-amerikas-haustuer du 13/9/16

(Traduction Horizons et débats)



Qui sont les «Maires pour la Paix»?

En août 1945, les villes de Hiroshima et de Nagasaki furent subitement réduites en cendres par des bombes atomiques, anéantissant des centaines de milliers de vies précieuses. Encore aujourd'hui, plus de 70 ans après la guerre, des milliers de citoyens souffrent des effets secondaires des radiations et de douleurs émotionnelles indicibles. Afin d'éviter toute répétition de cette tragédie nucléaire, les villes d'Hiroshima et de Nagasaki ont continuellement tenté d'informer le monde sur la cruauté inhumaine des armes nucléaires en exigeant qu'elles soient abolies.

Le 24 juin 1982, le maire de Hiroshima d'alors, Takeshi Araki, a proposé – lors de la 2^e Session extraordinaire de l'ONU consacrée au désarmement et tenue au siège principal de New York – un nouveau programme pour promouvoir la solidarité des villes pour l'abolition

totale des armes nucléaires. Cette proposition a offert aux villes un moyen de travailler ensemble au-delà des frontières nationales pour l'abolition des armes nucléaires. Par la suite, les maires d'Hiroshima et de Nagasaki se sont adressés aux maires du monde entier pour les inviter à soutenir ce programme.

Les «Maires pour la Paix» se composent de villes de toutes les régions du monde, ayant officiellement manifesté leur soutien au programme du maire Araki de 1982. Le 1^{er} octobre 2016, l'organisation comptait 7146 membres dans 162 pays et régions. Depuis mai 1991, les «Maires pour la Paix» sont enregistrés comme ONG dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC).

Source: www.mayorsforpeace.org/english/outlines/index.html
(Traduction Horizons et débats)



«Maires pour la Paix» (photo www.mayorsforpeace.org)

«On nous force à la guerre»

Interview de Willy Wimmer accordée à Sputniknews

Quels sont les développements suite à l'engagement de la Russie en Syrie, il y a un an? Y a-t-il une chance réaliste pour rétablir la paix? La correspondante de «Sputniknews» Ilona Pfeffer, a interrogé Willy Wimmer, ancien secrétaire d'Etat au ministère allemand de la Défense et ancien vice-président de l'OSCE, afin de connaître son point de vue sur la situation en Syrie.

Sputniknews: M. Wimmer, les combats en Syrie n'arrêtent pas et les cessez-le-feu convenus sont régulièrement rompus. L'ingérence des Etats-Unis et de la Russie est souvent commentée de manière erronée dans les médias occidentaux. Comment jugez-vous la situation en Syrie?

Willy Wimmer: Nous sommes confrontés à une situation évoluant depuis un certain temps et ayant abouti, il y a cinq ans, de manière tragique dans une guerre civile et un conflit, juste au moment même où l'on croyait avoir résolu la situation conflictuelle entre la Syrie et Israël concernant le plateau du Golan. On était prêt à conclure un accord pouvant amener la paix pour tout le Proche-Orient s'il n'y avait pas eu certaines forces défavorables à un accord de paix. Nous savons qu'au début de la tragédie syrienne, des forces spéciales britanniques, françaises et américaines étaient sur place afin de créer cette situation de guerre civile et faire évoluer la dimension internationale. Il y avait donc des précédents porteurs d'espoir si l'on n'avait pas inversé la vapeur. Depuis, nous vivons une tragédie et le peuple syrien semble exsangue. Maintenant, il est important de mettre une fin à cette misère et de tout mettre en œuvre afin que les étincelles syriennes ne gagnent pas d'autres pays y compris les nôtres car cela signifierait une grande guerre.

Dans ce contexte, je voudrais sciemment me référer au rapport présenté aux Pays-Bas concernant la destruction de l'appareil malaisien. Il faut vraiment se demander: a-t-on véritablement un intérêt à éclairer la tragédie ou cherche-t-on une raison pour déclencher la guerre? Voilà la situation dans laquelle nous nous trouvons et c'est pourquoi la Syrie n'est pas très éloignée. Il faut faire tout notre possible pour contribuer à une solution pacifique et cela ne signifie aucunement livrer des armes, de l'argent et des troupes dans la région.

La Russie est sur place depuis un an. Quels succès peut-on enregistrer? Et quel rôle jouent les Américains et leurs partenaires?

L'engagement américain et ouest-européen en Syrie est une claire violation du droit international. Il s'agit là d'une intervention militaire sur le territoire d'un autre Etat sans légitimation par les Nations-Unies ou le droit international. Ce sont ces forces qui sont à l'origine de toute cette misère en Syrie. La seule chance pour terminer le bain de sang en Syrie, c'est l'engagement de la Fédération de Russie qui s'investit du côté du droit international au niveau global pour que celui-ci ne soit pas entièrement démembré. C'est ce que les Etats-Unis démontrent depuis la guerre contre la Yougoslavie en violation flagrante du droit international. D'une part, c'est un combat en Syrie même mais d'autre

«Intentions purement défensives»

«Au début de l'été 1988, la Commission de défense nationale du groupe parlementaire CDU/CSU s'est rendue aux Etats-Unis dans le cadre d'une visite de travail. Depuis mon élection à la présidence du groupe, nous nous y rendions annuellement pour rencontrer des représentants du Congrès et du gouvernement américain afin de discuter des questions de politique étrangère et de sécurité. Ces discussions étaient toujours très animées et franches et nous nous mettions d'accord sur les questions essentielles concernant notre politique d'alliance.

Mais cette année-là, il y eût une surprise. Le bus que nous avions pris à l'aéroport n'alla pas au centre-ville, mais se dirigea en direction de la rivière Potomac vers l'Ouest. On nous amena directement à Langley, le quartier général de la CIA. Stupéfaits, nous y écoutâmes les explications présentant une toute nouvelle politique étatsunienne envers l'Union soviétique: on nous demanda – et c'était le message principal de cette grande réunion – de nous défaire de tout ce que nous avions entendus au cours des dernières décennies au sujet des potentiels militaires et des stratégies concernant le conflit entre l'Est et l'Ouest en Europe.

Les résultats d'une nouvelle étude sur ce sujet étaient univoques: l'Union soviétique ne poursuivait que des intentions purement défensives. Il s'agissait pour elle tout simplement de défendre et de protéger la «Mère Russie». La stratégie

part, il s'agit depuis 1999 de la question de savoir si la tentative des Etats-Unis de progresser dans son offensive globale va réussir ou si le monde a encore une chance de rétablir la coopération pacifique entre les peuples. Sans l'engagement russe en Syrie aux côtés du gouvernement légitime, le monde n'aurait plus aucune chance.

A votre avis, quels objectifs les Etats-Unis poursuivent-ils en Syrie?

De toute évidence, les USA ont l'intention de redessiner le monde, au sud de l'Europe occidentale et de la Fédération de Russie. C'est pourquoi nous sommes en présence d'une ceinture de conflits et de guerres entre l'Afghanistan, l'Irak, la Syrie et se poursuivant vers les rives méridionales de la Méditerranée et jusqu'au Mali. Dans tous ces régions, les Etats-Unis sont impliqués, mènent des guerres et contribuent à agrandir la misère des populations et la destruction de leurs civilisations. Ils n'arrêtent pas pour autant.

La Fédération de Russie est entrée dans le conflit syrien suite à son union légitime avec la République syrienne et le président Bachar al Assad, ce qui est tout à fait conforme au droit international. C'est la grande différence entre les Etats-Unis et la Fédération



ISBN 978-3-943007-12-1

habituelle du Pacte de Varsovie ne représentait donc que la réaction conséquente aux invasions meurtrières de Napoléon et d'Hitler. Il ne s'agissait nullement d'agressivité de la part de l'Union soviétique. Cette nouvelle manière de voir les choses fut maintenue par la Maison blanche pendant plusieurs années.»

Willy Wimmer. Die Akte Moskau, 2016, p. 115.

de Russie. Les Etats-Unis sont responsables de crimes de sang dans notre entourage et sont aussi responsables d'une bonne partie des flux migratoires auxquels nous sommes confrontés. La Fédération de Russie s'engage pour un retour aux négociations et à la raison et une coopération pacifique entre les peuples.

La tragédie de la Syrie c'est que tout cela se joue sur le dos du peuple syrien et c'est pourquoi il faut absolument trouver une voie pour rétablir la paix. Peut-être qu'au-delà des ruptures, il sera possible de préserver le reste de bon sens à Washington.

Le problème avec les Etats-Unis est qu'actuellement, avant l'élection présidentielle, le monde se trouve dans une situation extrêmement dangereuse. Les forces, dominant en réalité la politique américaine, veulent pouvoir décider de tout ce que le futur gouvernement américain fera. C'est-à-dire que la guerre est la chose la plus probable, une guerre menée au-delà de la Syrie.

La coopération entre les deux grandes puissances fonctionne jusqu'à présent de façon insuffisante, la Russie exprime cependant souvent sa volonté de coopérer. Quelles sont les causes de ces échecs et quelles chances voyez-vous pour la coopération?

Malgré le manque de transparence, je suis optimiste sur la possibilité d'une entente entre les deux parties, car les enjeux sont énormes et nous risquons des conséquences bien pires que les images actuelles de la Syrie. Cela peut nous concerner demain, dans une région beaucoup plus étendue – car les tentatives de la Fédération de Russie d'empêcher un tel scénario et d'endiguer le conflit ne correspondent pas aux intérêts américains. Ces intérêts ne sont pas définis par le gouvernement Obama, mais par les forces espérant la victoire de Hillary Clinton. C'est un modèle assez connu. Vu l'ampleur dramatique du conflit, je ne peux qu'espérer que Washington accepte de trouver un accord. Si cela ne réussit pas, nous allons vivre un désastre dépassant de loin celui de la Syrie.

Les informations transmises par les médias occidentaux donnent l'impression que la Russie est principalement responsable des destructions et des victimes civiles en Syrie. Que pensez-vous de cette présentation des choses?

Là, il faut différencier. Tout ce qui concerne la Russie, c'est à la Russie de répondre et c'est ce qu'elle fait. En ce qui me concerne en tant que consommateur des médias occidentaux et ce qui est fâchant c'est la falsification des faits que nous vivons depuis des années. Il fut un temps, où le pluralisme faisait partie intégrante de notre couverture médiatique, mais il n'existe plus. On nous force à faire la guerre. C'est ce qu'on a pu observer de manière perverse encore cette année-ci. Le porte-parole de l'OTAN Jamie Shea qui nous avait forcés à déclencher la guerre en Yougoslavie en 1999, a été honoré solennellement, cette année-ci à Berlin pour ses services rendus. On sait donc quel est l'état de notre paysage médiatique! La démocratie en Europe occidentale est sérieusement menacée.

Qui a de tels intérêts et quel message veut-on transporter?

Le message est le suivant: nous battons tambour pour la guerre, aussi en relation avec la Fédération de Russie. Il y a deux ans, lors du coup d'Etat sur le Maïdan à Kiev, nous avons tout juste évité un conflit avec la Fédération de Russie. Voilà l'objectif de la politique américaine que nous observons depuis 1999 et c'est ce qui peut tous nous tuer.

Vous avez parlé des intérêts américains mais quel est le rôle de l'Allemagne?

Helmut Kohl et Gerhard Schröder avaient encore la force de caractère nécessaire pour faire valoir les intérêts allemands aussi au sein de l'OTAN afin de ne pas participer aux conflits armés. Regardez la situation actuelle, notre ministre de la Défense se déplace en Irak pour y annoncer un nouvel engagement militaire allemand. A mon grand regret, je dois dire que Berlin n'est pas à la hauteur de Bonn en ce qui concerne la sauvegarde des intérêts allemands.

Source: <https://de.sputniknews.com/politik/20160930/312765719/willy-wimmer-wir-werden-in-krieg-gepruegelt>, 30/9/16

(Traduction Horizons et débats)

«Nous disons avec force: Non à la guerre!»

Appel pour la paix clôturant la 30^e Rencontre interreligieuse d'Assise du 20 septembre 2016 et signé par l'ensemble des participants et leaders religieux de neuf confessions

«Hommes et femmes de religions différentes, nous sommes réunis, comme pèlerins, dans la cité de Saint François. Ici, en 1986, il y a 30 ans, à l'invitation du Pape Jean-Paul II, se réunirent des représentants religieux du monde entier, pour la première fois en si grand nombre et avec une telle solennité, pour affirmer le lien indissoluble entre le grand bien de la paix et un authentique engagement religieux. De cet événement historique, s'est amorcé un long pèlerinage qui, touchant de nombreuses villes du monde, a rassemblé beaucoup de croyants dans le dialogue et dans la prière pour la paix; il a uni sans confondre, donnant vie à de solides amitiés interreligieuses et contribuant à éteindre de nombreux conflits. Voilà l'esprit qui nous anime: réaliser la rencontre dans le dialogue, s'opposer à toute forme de violence

et d'abus de la religion pour justifier la guerre et le terrorisme. Pourtant, au cours des années passées, de nombreux peuples ont encore été douloureusement blessés par la guerre. On n'a toujours pas compris que la guerre détériore le monde, laissant un héritage de douleurs et de haines. Tous, avec la guerre, sont des perdants, même les vainqueurs.

Nous avons adressé notre prière à Dieu, afin qu'il donne la paix au monde. Nous reconnaissons la nécessité de prier constamment pour la paix, parce que la prière protège le monde et l'illumine. La paix est le nom de Dieu. Celui qui invoque le nom de Dieu pour justifier le terrorisme, la violence et la guerre, ne marche pas sur Sa route: la guerre au nom de la religion devient une guerre à la religion elle-même. Avec une ferme conviction, nous

réaffirmons donc que la violence et le terrorisme s'opposent au véritable esprit religieux.

Nous nous sommes mis à l'écoute de la voix des pauvres, des enfants, des jeunes générations, des femmes et de nombreux frères et sœurs qui souffrent de la guerre; avec eux nous disons avec force: Non à la guerre! Que le cri de douleur de tant d'innocents ne reste pas inécouté. Nous implorons les responsables des Nations afin que soient désamorçés les mobiles des guerres: l'avidité du pouvoir et de l'argent, la cupidité de qui fait du commerce d'armes, les intérêts des parties, les vengeances à cause du passé. Qu'augmente l'engagement concret pour éliminer les causes sous-jacentes aux conflits: les situations de pauvreté, d'injustice et d'inégalité, l'exploitation et le mépris de la vie humaine.

Qu'enfin s'ouvre un temps nouveau, où le monde globalisé devienne une famille de peuples. Que soit mise en œuvre la responsabilité de construire une véritable paix, que l'on soit attentif aux besoins authentiques des personnes et des peuples, que l'on prévienne les conflits par la collaboration, que l'on vaine les haines et surmonte les barrières, par la rencontre et le dialogue. Rien n'est perdu en pratiquant effectivement le dialogue. Rien n'est impossible si nous nous adressons à Dieu dans la prière. Tous nous pouvons être des artisans de paix; d'Assise nous renouvelons avec conviction notre engagement à l'être, avec l'aide de Dieu, avec tous les hommes et toutes les femmes de bonne volonté.»

© Copyright – Libreria Editrice Vaticana

L'initiative populaire fédérale «Sortir du nucléaire»

par Ernst Pauli, ingénieur diplômé

Trois jours après Fukushima, la conseillère fédérale Doris Leuthard a déclaré que tous les permis de construire pour de nouvelles centrales nucléaires avaient été suspendus.¹ L'automne 2011 suivant, le Conseil national et le Conseil des Etats ont approuvé l'interdiction de la construction de nouvelles centrales nucléaires. Concernant cette question importante, il n'y a pas encore eu de votation populaire. Les avis étaient partagés. Certains partis politiques ne voulaient pas interdire une technologie, on préférerait revenir sur cette question dans le cadre de la législation sur l'énergie. Dans la Stratégie énergétique 2050, ajustée après Fukushima, il est prévu de mettre hors service les cinq centrales nucléaires existantes «à la fin de leur durée d'exploitation conforme aux critères techniques de sécurité» (on parle de 50 ans) et de ne pas les remplacer. On désactiverait donc Beznau I en 2019, Beznau II et Mühleberg en 2022, Gösgen en 2029 et Leibstadt en 2034. Maintenant c'est au peuple de s'exprimer à l'occasion de l'initiative populaire fédérale «Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire (Initiative «Sortir du nucléaire»)». Elle exige de mettre hors service définitivement les centrales nucléaires existantes après une durée d'exploitation fixe de 45 ans au maximum. Cela reviendrait à désactiver Beznau I une année après l'acceptation de l'initiative, Mühleberg, Beznau II, Gösgen et Leibstadt 45 ans après leur mise en service, donc à chaque fois 5 années plus tôt de ce qui a été fixé (provisoirement) dans la Stratégie énergétique 2050. Cette votation aura lieu le 27 novembre 2016. Le Conseil fédéral refuse l'initiative, mais propose un contre-projet indirect en se référant à la Stratégie énergétique 2050.

Dans son message relatif au premier paquet de mesures de la Stratégie énergétique 2050 et à l'initiative populaire «Sortir du nucléaire», le Conseil fédéral a fait une déclaration importante sur la sortie du nucléaire: les centrales ne seraient pas mises hors service après la fin de la durée d'exploitation, comme l'exige l'initiative, mais seront exploitées «aussi longtemps que la sécurité est garantie».

Que veut dire «sécurité garantie»?

Le citoyen lambda se demande quelle est la définition de «sécurité» et comment celle-ci

peut être «garantie». En effet, on trouve dans l'ordonnance du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) sur les critères de la mise hors service d'une centrale nucléaire un critère de décision clair: un réacteur n'est plus sûr et doit être mis hors service, si, entre autre, la température de référence ajustée de transition ductile-fragile du matériel de la cuve du réacteur atteint 93°C. Cette valeur augmente avec la durée d'utilisation, suite à la fragilisation de la cuve du réacteur sous l'influence de la radiation neutronique continue venant de l'intérieur. Avec l'augmentation de la fragilisation le risque de fissures spontanées lors de la mise en marche du réacteur (froid) ou lors d'un refroidissement de secours avec de l'eau froide, il peut se déclencher une fuite de radioactivité. Etant donné que la cuve du réacteur n'est pas interchangeable, la fin de vie de la centrale nucléaire est ainsi définie de manière claire et univoque.

Concernant les déclarations du Conseil fédéral «aussi longtemps que la sécurité est garantie» et que les centrales nucléaires sont encore éloignées d'un état «précaire», il n'existe guère de débat public, bien qu'en cas d'accident de très nombreuses personnes et des grandes parties de la Suisse seraient concernées. La preuve de sécurité devrait être publiée de manière transparente. Les organisations environnementales suisses exigent des forums avec débat public sur ce sujet. Le petit nombre de documents publiés ne suffit pas

pour analyser à fond les arguments des partisans et des opposants à l'énergie nucléaire.

Méthodes d'évaluations modifiées

Pour déterminer la fragilité croissante de la cuve du réacteur, on suspend dans le réacteur des échantillons du même matériel, qui se fragilisent plus rapidement du fait qu'ils sont plus proches du cœur du réacteur que la paroi de la cuve et peuvent ainsi prédire la fragilisation. Environ tous les dix ans, on extrait des échantillons pour les tester. Les tests permettent de prédire le moment quand les critères de mise hors service – définis par le législateur – seront atteints. La méthode actuelle, ayant fait ses preuves pendant plusieurs décennies, selon laquelle est déterminée la température de référence décisive, est déjà près du critère de mise hors service définitif de la plus ancienne centrale nucléaire du monde [Beznau I]. La confiance dans les «preuves de sécurité» n'augmente pas, quand on réalise que justement dans cette situation, on veut utiliser une nouvelle méthode d'évaluation moins conservatrice, montrant une plus grande distance des critères de mise hors service et permettant ainsi une plus longue durée d'exploitation. Il ne suffit pas que cette méthode, reposant sur une «Master Curve» pour les matériaux typiques d'une cuve de réacteur, soit déjà utilisée dans d'autres pays. D'autres pays désactivent leurs réacteurs en moyenne après 25 ans, plus rarement après 30 ans, de manière à ce que les problèmes ne deviennent pas virulents.

La vérifiabilité de la situation réelle et des analyses et évaluations effectuées jusqu'à présent n'est, sur cette base, que très limitée. Avec le peu de données publiées, il est pratiquement impossible de faire une comparaison directe et détaillée des anciennes et des nouvelles méthodes de mesure. Il semble aussi que les longues durées de vie actuelles n'étaient pas prévues à l'origine et qu'il n'y a donc plus assez d'échantillons à disposition dans le réacteur pour une évaluation fiable. On a donc commencé à utiliser des échantillons d'un matériel différent de l'original, ce qui ne reflète pas la situation réelle. Ce n'est que la nouvelle méthode de la «Master Curve» qui permet un procédé aussi douteux.

A quel point les preuves de sécurité sont-elles sûres?

Selon nos connaissances actuelles, notamment après la découverte surprenante de composants de matériaux étrangers dans la paroi de la cuve du réacteur, après des décennies de fonctionnement «sans danger», le réacteur Beznau I a été mis hors service. De nouvelles analyses concernant la solidité du matériel de la cuve et de nouveaux calculs suite à cette découverte sont nécessaires. L'exploitant fait de grands efforts pour analyser de plus près le problème et pour fournir la preuve pour une éventuelle remise en marche fiable. Cette année, on a même reconstruit une «réplique» d'une par-

Suite page 6

	Mise en service	Durée d'exploitation en années	Mise hors service selon l'initiative, après 45 ans d'exploitation	Mise hors service selon le contre-projet fédéral, après 50 ans d'exploitation*
Beznau I	1969	47	2017	2019/?
Beznau II	1972	44	2017	2022/?
Mühleberg**	1972	44	2017	2022/?
Gösgen	1979	37	2024	2024/?
Leibstadt	1984	32	2029	2034/?

* ou plutôt: «... aussi longtemps que la sécurité est garantie». ** L'exploitant planifie la mise hors service de Mühleberg pour 2019.

Tableau: Mise hors service planifiée et non planifiée des centrales nucléaires suisses

Une centrale nucléaire en Bolivie au lithium à la place de l'uranium?

npa/bha. Au mois de mars 2016, la «Neue Zürcher Zeitung» a informé ses lecteurs que le gouvernement de la Bolivie a conclu un accord avec l'entreprise russe étatique Rosatom portant sur la construction d'un centre de recherche nucléaire à El Alto. Il y est mentionné, entre autres, un réacteur nucléaire de recherche permettant finalement à la Bolivie l'utilisation de l'énergie nucléaire. La Bolivie serait alors le troisième pays d'Amérique latine disposant de l'énergie nucléaire. La «Neue Zürcher Zeitung» ne savait-elle vraiment pas de quel type de réacteur de recherche il s'agissait? On n'y trouvait aucune précision et le lecteur ne pouvait que spéculer.

Entre temps, plusieurs agences d'informations ont affirmé que la première pierre était posée et que la signature des contrats, réglant tous les détails concernant le centre de recherche nucléaire et son financement, était finalisée. Selon Xinhuanet, le vice-président de la Bolivie, M. Alvaro Garcia Linera aurait dit, lors de la signature le 8 juillet 2016: «As an exporter of lithium used in nuclear fusion, Bolivia should learn how to make the most of the natural resource. We can't have the world using lithium over the next 20, 30 or 50 years, while we Bolivians remain unable of using lithium for our own benefit. We have lived like this for 500 years. For 500 years we have used Bolivia's raw materials so that other countries around the world would develop science, technology and industry, and we don't want to repeat that story. That's why we have made a decision: to plant today so we can harvest in 2025, 2030, 2040.»

«En tant que pays exportateur de lithium pouvant être utilisé pour la fusion nucléaire,

la Bolivie doit apprendre à profiter le mieux possible de sa richesse naturelle. Nous ne pouvons admettre que le monde utilise le lithium pendant les prochaines 20, 30 ou 50 années, alors que nous autres Boliviens restons incapables de l'utiliser pour notre propre bien. Nous avons vécu ainsi pendant 500 ans. Nous avons utilisé pendant 500 ans nos matières premières pour que d'autres pays du monde entier puissent développer la science, la technologie et l'industrie. Nous ne voulons pas continuer ainsi. Pour cette raison, nous avons pris une décision: semer aujourd'hui pour récolter en 2025, 2030, 2040.» (Traduction Horizons et débats)

Une agence biélorusse rapporte qu'il est remarquable que Rosatom ose créer un tel projet de recherche demandant la cutting-edge-technology – une technologie de pointe dans ce domaine – et que ce projet est lié à des tâches très ambitieuses.

Horizons et débats aimerait y ajouter quelques informations supplémentaires.

Le 19 mars 2012, Horizons et débats (n° 11) a publié un extrait d'une brochure de l'auteur allemand et ingénieur diplômé Heinz Werner Gabriel intitulée: «L'énergie nucléaire sans radioactivité n'est pas un rêve – du combustible nucléaire uranium vers le lithium.»*

Il s'agit de la conception d'un réacteur nucléaire fonctionnant sur la base de la fission du lithium à l'aide de l'hydrogène lourd, le deutérium. Ainsi, on obtient deux noyaux de hélium inactifs et par gramme de Lithium-6 un équivalent énergétique de jusqu'à 10000kg de pétrole, donc trois fois plus que d'un gramme d'uranium. Les

réserves mondiales de lithium dépassent de plusieurs fois celles du pétrole. Heinz Werner Gabriel a repris des expériences faites au cours des années datant d'avant Otto Hahn (1938) en Angleterre et en Allemagne, les a mises à jour techniquement et les a rendues accessibles pour un public intéressé.

Ce ne sont que de rares médias qui ont repris le sujet, comme par exemple ADN, Klugemauer TV et Pravda-TV. Bien que la Suisse et l'Union européenne se situent probablement à la pointe technologique et disposent de suffisamment de moyens financiers, de spécialistes et de connaissances, des réactions franches et adéquates manquent. Par contre, l'ambassade de la Bolivie à Berne invita le spécialiste Gabriel pour un entretien circonstancié.

Les ondes du débat sur l'énergie déferlèrent après Fukushima en 2011; la «sortie du nucléaire» et le «tournant énergétique» furent ruminés ad nauseam. Mais, étonnamment, personne ne s'est intéressé à une technologie nucléaire qui se passe de l'uranium et de la radioactivité nocive. Probablement, parce qu'une nouvelle «sortie de la sortie du nucléaire» rendrait l'incompétence factuelle des décideurs politiques trop visible. Les prises de position se limitèrent à la diffamation subtile.

Entre temps, le gouvernement de la Bolivie a travaillé le dossier. En octobre 2014, le président Evo Morales a annoncé la construction de la première centrale nucléaire pour 2025. La Bolivie est extraordinairement riche en lithium, en particulier au Salar de Uyuni. L'«or» de ce sel ne devrait pas être extrait et transporté hors du pays, comme l'argent au temps de Potosi. Il y a un consensus que les

réserves de lithium doivent être transformées dans le pays pour que toute la population puisse en profiter. Rosatom a repris l'idée, probablement après avoir fait une étude de faisabilité et a conclu qu'il s'agit d'une technologie énergétiquement très efficace. On peut présumer que Rosatom n'achète pas chat en poche ...

L'ingénieur Heinz Werner Gabriel mentionne trois points concernant le développement ultérieur de la technologie nucléaire du lithium:

1. On salue l'initiative de la Bolivie. On peut espérer que les résultats secrets obtenus dans des pays puissants seront utilisés en Amérique latine dans un cadre démocratique. Il serait judicieux que les BRICS sécurisent le projet.
2. Quelques commentaires sur la fission du lithium ont montré que l'ampleur des connaissances en technologie nucléaire en Allemagne a fortement diminué au cours des dernières décennies. L'économie et la science ne devraient pas accepter d'être évincées d'une branche importante de l'économie et de la technologie.
3. Il est satisfaisant de pouvoir imaginer des perspectives inhabituelles du métal léger (lithium) sans pressions extérieures. Par exemple, des réacteurs pour les vols spatiaux, de l'énergie pour des domaines de vie confinés (un homme aurait besoin de combien de lithium pour survivre?) et pour des systèmes de défense.

* Une version actualisée de cette brochure (en allemand) sera disponible dès le 20 novembre 2016 à l'adresse d'Horizons et débats.

Prima i nostri! La population tessinoise prend elle-même en main la gestion de l'immigration

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Le 25 septembre 2016, les Tessinois ont clairement accepté l'initiative cantonale «Prima i nostri» [D'abord nos propres citoyens] avec 58,02% des voix. Le contre-projet du Grand Conseil (Parlement) a été rejeté tout aussi clairement. Ainsi les électeurs ont donné un signal clair en direction de Berne: si le Parlement fédéral ne met pas en œuvre l'initiative contre l'immigration de masse, nous le ferons nous-mêmes.

En juin 2016, il y avait 62 179 frontaliers travaillant au Tessin, c'est-à-dire environ un tiers des 200 000 emplois.¹ Le taux d'étrangers vivant au Tessin est avec 27,6% aussi plus haut que la moyenne suisse (24,6%, fin 2015). Avec ses 350 000 habitants, le canton italophone du sud des Alpes se trouve face à la Lombardie avec 10 millions d'habitants parlant la même langue, mais souffrant d'un taux de chômage beaucoup plus élevé que les voisins tessinois et ils se sentent attirés par les salaires élevés en Suisse, ce qui est bien compréhensible.

Sachant à quoi ils seraient confrontés, les Tessinois refusèrent, comme l'un des seuls cantons et déjà en 2000, les Bilatérales I comprenant la libre circulation des personnes avec 57% des voix. En février 2014, ils acceptèrent avec 68,2% des voix le plus clairement de tous les cantons l'initiative contre l'immigration de masse.

«Clause de sauvegarde ascendante» au lieu de seuils uniques décrétés d'en haut

Lorsque le projet du Conseil fédéral pour la gestion de l'immigration a été présenté au printemps 2016, le gouvernement tessinois s'est adressé aux médias. Le 6 mars 2016, le président du Conseil d'Etat Norman Gobbi a déclaré que la fixation d'un seuil, qui entraînerait l'introduction des contingents, ne servait à rien au Tessin, car il ne tient pas compte

des frontaliers. Car au Tessin ce sont les frontaliers qui contribuent principalement au chômage élevé, au dumping salarial et aux embouteillages sur les routes.

C'est pourquoi le gouvernement tessinois a présenté un projet alternatif à celui du Conseil fédéral, une clause de sauvegarde ascendante («bottom up»), que Michael Ambühl, ancien secrétaire d'Etat et négociateur en chef, avait élaboré à sa demande. Les critères pour la limitation de l'immigration seraient les indicateurs du marché d'emploi régional, notamment le taux de chômage, le niveau salarial ou le coût de la vie. Primordial pour la limitation de l'immigration doit être la situation dans les régions gravement affectées et non pas un chiffre décrété d'en haut valable pour toute la Suisse. (cf. «Berliner Zeitung» du 7 mars)

Le fait que le Conseil national n'a pas pris en considération cette proposition raisonnable lors de la session d'automne a certainement contribué, le 25 septembre, au vote clair des Tessinois en faveur de l'initiative «Prima i nostri».

Une préférence indigène méritant ce nom

Le point central de la nouvelle réglementation tessinoise: elle ancre dans la Constitution cantonale, le principe de la préférence indigène, dans le sens de l'article 121a de la Constitution fédérale (gestion de l'immigration):

Art. 14 al. 1: «Le canton prend les mesures nécessaires pour que [...] b. sur le marché du travail, la préférence de ses habitants soit garantie face aux personnes venant de l'étranger, s'ils ont les mêmes qualifications professionnelles (réalisation du principe de la préférence indigène)» (Traduction de l'italien *Horizons et débats*)

Donc, c'est aux employeurs cherchant un collaborateur de prouver qu'il n'y a pas de travailleurs appropriés au Tessin, avant de pouvoir embaucher un frontalier ou un immigrant italien.

Si l'on compare la réglementation établie par le peuple tessinois avec la peu efficace «préférence indigène light» que la majorité du Conseil national a adopté en tant que premier conseil le 21 septembre, nous pouvons bien comprendre nos compatriotes

d'outre-Gothard. Les déclarations obligatoires d'emplois pour les patrons au cas d'un dépassement d'un seuil encore inconnu ne soulagent en rien la situation des employés et demandeurs d'emploi tessinois. Ils ont besoin d'un remède immédiat contre l'afflux illimité de frontaliers et d'immigrants entraînant des salaires plus bas des travailleurs et augmentant le chômage et donc également les coûts de l'aide sociale. (cf. encadré)

Pas réalisable? Les autorités fédérales doivent respecter les préoccupations des cantons

Après le vote populaire tessinois, il y eut tout de suite de fortes protestations dans les médias italiens. Pourtant cela devrait être évident dans une économie adaptée à l'homme que les entreprises embauchent d'abord les demandeurs d'emploi vivant déjà dans le pays.

A l'intérieur du pays, en revanche, on entend des voix affirmant que cette initiative ne peut être mise en œuvre, parce que le canton n'a pas le droit de s'immiscer dans les domaines soumis à la compétence de la Confédération ou réglés par des accords interétatiques. Il serait notamment incertain, si l'ajout à l'article consacré au but dans la Constitution cantonale est licite:

«Article 4 – but

al. 1 Le canton [...] veille à ce que les accords internationaux conclus par la Confédération et le droit sur les étrangers concerné soient appliqués sans violer les droits personnels et sociaux des personnes vivant sur le territoire cantonal et en plein respect de la réciprocité entre les Etats.» (Traduction *Horizons et débats*)

Quel aspect ne serait pas licite? La nouvelle norme constitutionnelle tessinoise correspond à la forte position des cantons dans notre système étatique fédéraliste: «Les cantons sont souverains tant que leur souveraineté n'est pas limitée par la Constitution fédérale et exercent tous les droits qui ne sont pas délégués à la Confédération.» (Art. 3 de la Constitution fédérale). C'est pour ainsi dire le droit et l'obligation des autorités cantonales de protester et d'intervenir activement, si les autorités fédérales ne se tiennent pas à la Constitution! On pourrait parler ici d'un véritable droit des cantons à la résistance.

Après la décision populaire cantonale concernant l'initiative «Prima i nostri», l'Assemblée fédérale décidera, si elle veut

Davantage de chômage et des salaires plus bas dans les régions frontalières

«Les dernières données sur les salaires pour l'année 2014 montrent une nouvelle fois que, au Tessin et dans l'Arc jurassien, les frontaliers reçoivent des salaires en moyenne inférieurs à ceux de la population active résidente présentant des caractéristiques similaires; l'écart salarial se monte à environ 6%.» – «Il faut aussi noter que, malgré le contexte conjoncturel difficile, l'augmentation de l'emploi des frontaliers s'est poursuivie dans les régions frontalières l'année passée, sauf dans le canton du Tessin, où le nombre de frontaliers est resté stable à un niveau cependant élevé.

Les frontaliers occupent une part importante des emplois locaux surtout dans la région lémanique, au Tessin et dans l'Arc jurassien; parallèlement, le taux de chômage dans ces régions est clairement supérieur à la moyenne suisse.»

Secrétariat d'Etat à l'économie SECO, Communiqué de presse sur la libre circulation des personnes du 5/7/16; extraits

garantir les changements de la Constitution tessinoise (comme n'étant pas contraires au droit fédéral) (Art. 51 al. 2 de la Constitution fédérale). Cela ne sera en premier lieu pas une décision juridique, mais plutôt politique. Si le Parlement à Berne préfère avoir des cantons coopératifs à ses côtés, il ne refusera pas sa garantie au Tessin. Il est plus intelligent de prendre au sérieux les préoccupations et besoins individuels des cantons et de les intégrer dans les décisions au niveau de la Confédération. Il est de loin préférable de régler l'immigration et notamment la préférence indigène dans les cantons frontaliers, et spécialement du Tessin, de manière à ne pas laisser ces cantons seuls avec leurs soucis pressants. Sinon les autorités fédérales à Berne ne devront pas s'étonner, si l'un ou l'autre des cantons prendra lui-même ses affaires en main.

¹ Office fédéral de la statistique (OFS)/activité professionnelle et temps de travail/ données détaillées/frontaliers



«L'initiative populaire fédérale ...» suite de la page 5

tie de la cuve, basée sur les anciennes spécifications des années 60. Il est cependant plus que douteux de pouvoir recréer le matériel identique à celui d'il y a 60 ans, dans une autre fabrique, avec d'autres installations, réalisé par une autre équipe et d'obtenir ainsi des données fiables. En outre, il faudrait théoriquement faire des calculs savants pour inclure les effets de fragilisation causés par le fonctionnement du réacteur. A l'époque, il s'agissait de faire un travail de pionnier pour la technologie nucléaire, de nombreuses choses étaient en évolution et le processus de production lui-même ainsi que sa documentation étaient encore loin en-dessous des normes actuelles de fabrication. Suite à ces incertitudes, la *Fondation suisse de l'énergie* (SES) revendique, de manière tout à fait justifiée, qu'il est urgent de demander des seconds avis d'experts indépendants dans cette affaire. Les coups de force hâtifs avec lesquels on tente d'obtenir maintenant, avec des composants neufs, les «bons» résultats pour les composants installés – en négligeant les principes fondamentaux de l'ingénierie – suscitent le doute quant à la sérosité de toutes les preuves de sécurité présentées jusqu'à présent.

Quand met-on hors service une centrale nucléaire?

Dans d'autres pays, les centrales nucléaires sont mises hors service pour de bonnes rai-

sons, en moyenne, après 25 à 30 ans de fonctionnement. Dans le domaine de l'ingénierie, on connaît bien le phénomène de la «courbe en baignoire». C'est une représentation classique du fait que lors du rodage d'une installation technique, la courbe des incidents aléatoires, ou difficultés initiales, commence à un niveau élevé puis décroît et reste bas un certain temps. Avec l'usure du système, la courbe débute à des niveaux faibles et croît de façon continue avec le temps. C'est ce qui se passe aussi avec les centrales nucléaires, où les risques d'un accident majeur augmentent avec la durée de fonctionnement. Toute personne peut faire cette expérience, par exemple, avec son propre véhicule. Pourquoi veut-on – à l'encontre de toutes les expériences faites dans le domaine technologique – que les centrales nucléaires en Suisse aient une durée de vie entre 50 et 60 ans, un âge où la probabilité d'incidents augmente constamment? Il s'agit d'une génération pionnière de centrales nucléaires, pour lesquelles les nouvelles connaissances sécuritaires n'étaient pas encore disponibles et où elles ne peuvent être intégrées après coup. La plupart des centrales sont mises hors service prétendument «pour des raisons économiques». La réalité cachée est cependant que pour garantir un fonctionnement relativement sûr, il faudrait faire des investissements considérables sans que, pour autant, le risque d'incidents baisse sensiblement.

Le contre-projet fédéral

Le Conseil fédéral a réagi à l'initiative «Sortir du nucléaire» par un contre-projet contenant

Types de réacteurs anciens et modernes

La comparaison des anciennes et des modernes centrales par rapport à leurs types de construction montre clairement et de façon impressionnante, que les incidents «relevant de l'âge» sont 4 à 10 fois plus fréquents chez les constructions plus âgées étant naturellement déjà plus longtemps en service.* Lors de la construction des premières générations de centrales nucléaires, l'état des connaissances était plutôt restreint, comparé aux centrales plus récentes. On apprend beaucoup suite aux accidents. La science et la technique, ainsi que la conscience des risques liés aux installations nucléaires, ont évolué avec

le temps et ont abouti à des systèmes de sécurité très complets, plusieurs fois redondants et entièrement indépendants les uns des autres.

Cependant les défauts des anciens réacteurs ne peuvent souvent pas être corrigés par des modernisations. En équipant une vieille Citroën 2CV, datant des années 60, de ceintures de sécurité et d'appuie-têtes, on ne peut la transformer en voiture correspondant aux normes de sécurité actuelles.

* Etude commandée par le groupe parlementaire au Bundestag «Bündnis 90/ Die Grünen», Wolfgang Renneberg, 22/6/10

la Stratégie énergétique 2050, retravaillée après l'accident de Fukushima. Dans les arguments, on constate une étrange contradiction. L'initiative populaire «Sortir du nucléaire» prend en compte l'augmentation des risques dans les centrales nucléaires vieillissantes. Le contre-projet fédéral demande également la sortie du nucléaire, mais pas avec la même clarté. L'abandon du nucléaire est soumis à des conditions, voulant laisser suffisamment de temps à l'introduction étendue d'énergies renouvelables et prenant en considération d'éventuelles solutions transitoires, par exemple des centrales à gaz. La multitude des programmes partiels planifiés et décrits sont, chacun pour lui, sans doute pertinents

et innovants. Cependant, le gain d'efficacité dans l'utilisation du courant électrique ou le «Programme Bâtiments» visant à économiser le mazout et le gaz, ont pourtant un effet dilutif sur la question du nucléaire. En s'entretenant avec des initiés, on apprend que la manière plutôt hésitante de l'introduction des nouvelles énergies renouvelables pourrait finalement aussi aboutir à la conclusion que «l'énergie nucléaire reste encore indispensable». Il faut aussi rappeler que la Suisse se trouve à la queue des pays européens concernant l'utilisation des énergies solaire, éolienne et de biomasse et que l'influence exercée par

«Défendre l'identité de la France, c'est aussi sauver nos éleveurs»

par Natacha Polony, journaliste, essayiste et chroniqueuse, France

Le principal défi de la campagne présidentielle est de perpétuer la France en persuadant les Français que chacun de leurs achats est un choix politique.

La campagne présidentielle s'ouvre, et déjà l'on nous assure qu'elle se jouera autour d'un thème: l'identité. [Elections: 23 avril et 7 mai 2017, ndlr.] Comme pour vérifier l'augure, nous nous trouvons obligés de rappeler que la France est un pays où les femmes ne sont pas considérées comme coupables du désir qu'elles inspirent, un pays où n'existent que des individus, et non des communautés, un pays où, par respect pour les autres et dans un souci de paix civile, on ne porte pas ses croyances en étendard. Oui, tout cela dessine les contours d'une identité. Mouvante, complexe, mais forgée par des siècles d'histoire.

Alors soit, débattons de l'identité de la France. Mais débattons-en vraiment. Car il est frappant de voir combien les candidats à l'élection présidentielle souffrent sur la question d'une curieuse hémiplegie. Soyons clairs: les grandes proclamations sur la France, son passé, son patrimoine ... ne sont que du vent si l'on ne se préoccupe pas de revivifier son tissu industriel, agricole et artisanal. Prétendre préserver la nation alors qu'on est acquis à un modèle de développement économique dicté par les fausses évidences de l'idéologie libre-échangiste est au mieux une incohérence coupable. Cela revient, en tout cas, à confondre la mondialisation, qui est un fait, avec la globalisation, qui est un impérialisme juridique et culturel, et dont le libre-échange est l'arme.

Sans doute est-ce pour cela que l'on trouve nos compétiteurs beaucoup plus à l'aise pour réclamer des lois sur les signes religieux que pour apporter des réponses à des producteurs laitiers à l'agonie. Ils n'ont pas compris qu'une France qui perdrait ses élevages familiaux et les pâturages qui lui ont donné son visage, une France qui ne serait plus couverte que de fermes-usines et de zones d'activité avec hypermarché, McDo et autres fast-food ne serait plus cette

nation qui a pu offrir au monde *Chambord*, *Voltaire*, *Victor Hugo* ou *Monet*.

L'illusion de la compétitivité

La crise laitière, pourtant, nous apprend par quels mécanismes la France est en train de s'autodétruire. D'abord une entreprise, *Lactalis*, numéro un mondial, tellement enorgueillie de son statut de multinationale que son patron, *Emmanuel Besnier*, n'éprouve même pas le besoin de prendre ses responsabilités et préfère envoyer dans les médias son directeur de la communication, *Michel Nalet*, s'exposer (voire se faire malmener) à sa place. *Lactalis*, donc, trouve normal de profiter de son quasi-monopole pour payer 25 centimes un litre de lait qui coûte 39 centimes à produire (quand ses concurrents le payent 28 ou 30 centimes, et même 40 centimes pour la fromagerie *Bobin* à Coulommiers), et de réaliser une marge de 10,5%. Notons que *Lactalis*, qui refuse de publier ses comptes, a tout de même dû déclarer lors du rachat de l'italien *Parmalat* un bénéfice de 1,78 milliard d'euros sur un chiffre d'affaires de 17 milliards. Oui, il y a des secteurs économiques qui se portent plutôt bien. Ceux dans lesquels une usine peut produire des dizaines de milliers de camemberts par jour avec ... deux salariés.

Pourquoi en est-on arrivé là? Parce qu'un syndicat majoritaire, la FNSEA,¹ qui cogère l'agriculture avec le ministère depuis soixante ans, a cru bon pendant tout ce temps de conseiller aux paysans de vendre toujours moins cher en baissant toujours plus la qualité pour «rester compétitifs»; parce que la grande distribution a exigé des prix toujours plus bas en faisant croire qu'elle œuvrait pour le «pouvoir d'achat» des ménages; parce que des politiques ont applaudi à cette mise en concurrence généralisée dans laquelle nos paysans, avec leurs contraintes sociales, avec aussi les contraintes d'une configuration géographique qui détermine la qualité de leur lait mais augmente les coûts de production, ne pouvaient qu'être laminés.

Pourtant, il y a des éleveurs heureux. *Bernard Gaborit*, en Mayenne, produit un lait bio d'une qualité exceptionnelle que les consommateurs acceptent de payer son juste prix. Il n'est heureusement pas le seul. Et ce sont ces gens qui perpétuent l'identité vivante de la France. Encore faut-il que le pays se mobilise pour eux. Encore faut-il que les programmes politiques ne soient pas remplis de considérations sur la «compétitivité» qui devrait nous contraindre à baisser indéfiniment les coûts de production, et donc la qualité, pour nous aligner sur des pays qui ont fait de l'agriculture une industrie comme les autres, et de toutes les industries des machines à faire du profit hors sol et hors frontières. Hélas, on cherche en vain dans les livres dont ils nous gratifient la moindre ligne qui esquisse une réflexion sur les ravages de la grande distribution ou

la réorientation de la consommation vers les emplois nationaux.

Le principal défi de cette campagne est là: perpétuer la France en persuadant les Français que chacun de leurs achats est un choix politique, celui de sauver ou non des emplois, des savoir-faire, un mode de vie. Dire que la France est fière de son passé, de ses valeurs, mais aussi de ses PME, de ses artisans et de ses paysans, parce qu'ils sont l'incarnation vivante de cet art de vivre qui résiste encore et toujours à l'uniformisation par la médiocrité consumériste.

Source: © Natacha Polony, *Le Figaro* du 27/8/16

¹ La FNSEA (*Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles*) regroupe 15000 syndicats d'exploitants agricoles, 120 fédérations départementales et régionales et 31 associations spécialisées par production, représentant 60% des agriculteurs.

Lactalis, une entreprise familiale très discrète

Crée en 1933 à Laval (Département Mayenne) par *André Besnier*, la société *Lactalis* n'était à l'origine qu'une petite fromagerie. Aujourd'hui cette entreprise familiale de troisième génération est le géant mondial du lait, employant 75000 personnes dans 85 pays et possède 230 sites de production. Entre création de marques (*Président* en 1968) et acquisitions structurantes (*Lactel* en 1984, *Bridel* en 1990, *Roquefort Société* en 1991, *Galbani* en 2006), *Besnier International* devient peu à peu un acteur majeur du lait en Europe.

Depuis 1999, le groupe familial, sous la présidence de *Michel Besnier*, fils du fondateur, est rebaptisé *Lactalis*. En 2011, le groupe atteint une nouvelle dimension en prenant le contrôle de son concurrent italien *Parmalat*. Par cette acquisition, le groupe *Lactalis* est propulsé en tête du classement des groupes laitiers mon-

diaux. Le chiffre d'affaires annuel est de 17 milliards d'euros, dont 58% réalisés en Europe.

Après la mort soudaine de son père en 2000, *Emmanuel Besnier*, âgé d'à peine 30 ans, reprend la direction de l'entreprise. Il est aujourd'hui actionnaire majoritaire et partage la propriété de *Lactalis* avec son frère aîné et sa sœur. Le groupe se refuse à détailler ses comptes, préférant payer des amendes que de dévoiler ses marges. Le porte-parole d'un grand distributeur français déclare: «La réalité, c'est que *Lactalis* se refait en France sur les marges qu'il ne fait pas en Chine ou à l'étranger ... et ce sont les agriculteurs français qui en font les frais.»

Source: Résumé de «*Lactalis, un groupe secret sous les feux de l'actualité*» paru dans «*Le Figaro*» du 29/8/16

L'aberration du crédit

par Myret Zaki, rédactrice en chef de «Bilan»

Lorsqu'il s'agit de trouver du crédit, l'écart devient inquiétant entre les grandes et les petites entreprises. Les premières se financent gratuitement sur les marchés des capitaux. Les secondes ont toutes les peines à obtenir des prêts; elles n'ont pas la taille critique pour emprunter auprès des banques à des conditions favorables. Sachant que ce sont les petites entreprises qui forment l'essentiel du tissu économique suisse – et c'est identique dans tous les pays d'Europe – cette évolution est à déplorer, et on peut se demander s'il est si surprenant, dans ces conditions, que l'on assiste à une anémie, devenue chronique, de la croissance dans les économies de l'OCDE.

Les petites et moyennes entreprises qui ne sont pas cotées en bourse éprouvent, partout en Europe, des difficultés à emprunter auprès des banques. En cause: des pratiques bancaires plus exigeantes, impliquant une analyse approfondie des risques de défaut et de la rentabilité de l'entreprise, et ce, quels que soient le montant du crédit demandé et la taille de l'entreprise candidate au prêt.

Cela implique des frais de dossier élevés, qui se répercutent sous forme de taux d'intérêt élevés pour les PME. En Suisse romande, même pour les PME qui sont cautionnées par l'Etat, les taux d'intérêt s'élèvent en moyenne à 4,5% pour les crédits bancaires. On peut s'interroger sur les risques réels que des crédits de 200000 frs impliquent pour des banques qui risquent plusieurs milliards dans leurs activités de marché.

A la cherté du crédit pour les petites entreprises s'oppose l'inraisonnable facilité qu'ont les grandes entreprises à accéder aux liquidités. Non seulement elles empruntent gratuitement (à des taux proches de 0%),

mais plus récemment, des groupes comme *Henkel* en Allemagne ou *Sanofi* en France se sont mis à émettre pour la première fois des emprunts à taux négatifs; en d'autres termes, ils sont rémunérés pour s'endetter!

D'autres vont rapidement suivre et placer des obligations à coupons inférieurs à zéro. Bienvenu à l'ère des pertes garanties à l'échéance pour l'investisseur, et de l'argent hélicoptère pour les entreprises. En effet, ces placements sont possibles parce que la *Banque centrale européenne* rachète les obligations d'entreprises. Cela fait des années que la BCE essaie de stimuler la croissance en rachetant des milliards d'euros de dette souveraine européenne; quand cette politique a échoué, l'institut a commencé cette année à racheter des obligations d'entreprises, faisant monter leur prix et chuter massivement leurs rendements, jusqu'en territoire négatif. Plus de 700 milliards d'euros de dette obligataire européenne de qualité d'investissement, soit 30% du marché, se traitent déjà à des taux d'intérêt négatifs.

Dès lors, quel intérêt ont des entreprises, payées pour s'endetter, à développer leurs marchés, leur innovation, leur efficacité? Elles peuvent se contenter d'emprunter de l'argent à vide, au lieu d'être des agents de croissance, de production et d'emplois. Lorsqu'il existait des taux d'intérêt positifs, la fonction de ces derniers était d'inciter l'entreprise qui emprunte à faire travailler ce crédit de manière productive afin de pouvoir rembourser à ses créanciers le principal et les intérêts, en plus de se constituer un profit pour ce travail. A présent, cette contrainte est éliminée.

Ainsi, d'un côté, les PME, poumon de l'économie, paient des taux élevés,

lorsqu'elles ont la chance de remplir les critères sélectifs des banques; de l'autre, les grandes entreprises ayant accès au marché des capitaux gagnent de l'argent en s'endettant. On comprend mieux pourquoi la productivité est au point mort en Europe, alors qu'elle est le facteur essentiel pour améliorer le niveau de vie.

Source: *Bilan* du 21/9/16

«L'initiative populaire fédérale ...»

suite de la page 6

divers lobbies empêche une avancée rapide. Les risques de l'énergie nucléaire, notamment suite au vieillissement des installations – ne pouvant pas être fondamentalement améliorées même par des mesures de modernisation étendues – ne figurent nulle part dans le contre-projet du Conseil fédéral.

Une décision populaire en faveur d'une durée d'exploitation des centrales nucléaires clairement définie n'éviterait pas seulement des risques inutiles suite au vieillissement des centrales, mais dynamiserait l'introduction des nouvelles énergies renouvelables en Suisse. En font également partie les centrales de pompage-turbinage, existantes ou planifiées mais en partie suspendues. Il est important de les développer de manière prioritaire.

Les bassins d'accumulation, pour la construction desquels la Suisse est prédestinée, sont le complément naturel des producteurs volatiles utilisant le vent et le soleil à l'intérieur du pays et à l'étranger. La Suisse, en tant que pays à technologies de pointe, pourrait également contribuer à la technologie de l'avenir «power to gas» [conversion d'électricité en gaz]. L'acceptation en votation d'échéances clairement planifiées de mise hors service des centrales nucléaires serait aussi un signal en faveur de la promotion des activités de recherche et de la construction d'installations de démonstration dans tous les domaines de la production et du stockage de courant électrique.

(Traduction *Horizons et débats*)

¹ «Tagesgespräch» avec la conseillère fédérale Doris Leuthard, SRF, 28/8/15, «Der Atomausstieg war kein Bauchentscheid»

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,

l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef

Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration

Case postale 729, CH-8044 Zurich

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch

www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6

BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2016 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Après le Brexit, la situation de la Grande-Bretagne est en train de changer

par Karl Müller

Le 23 juin 2016, la majorité des électeurs britanniques ont décidé de sortir de l'UE. De nombreuses mises en garde fusèrent de toute part concernant le déclin de l'économie britannique, la sécession de l'Ecosse et de l'Irlande du Nord, l'isolement du pays etc. Après le verdict des Britanniques, il y eut comme première réaction la mise en scène d'un catastrophisme massif.

Actuellement, plus d'un trimestre plus tard, la situation a changé. Cela se voit notamment aux positions des deux grands partis politiques du pays, le *parti travailliste* (*Labour Party*) et le *parti conservateur* (*Conservative Party*).

Critique du bellicisme des Etats-Unis

Malgré de nombreuses voix critiques au sein du groupe parlementaire du parti, le leader du parti travailliste *Jeremy Corbyn* a été élu le 24 septembre à la tête du parti grâce à l'appui des militants. Corbyn est un politicien ne correspondant pas à la «norme» européenne. Il est un opposant déclaré à la guerre et à l'OTAN. Le fait que les militants l'ont réélu montre clairement que la critique au bellicisme des Etats-Unis et de leurs gouvernements a gagné en importance pour de nombreux Britanniques. Jusqu'à présent, le pays a participé à toutes les guerres américaines depuis les années 90, en étant même le moteur sous le politicien travailliste *Tony Blair*. Entre-temps, l'opinion publique a pu prendre connaissance de plusieurs rapports officiels documentant les grosses bourdes et les manquements de la politique belliciste britannique durant les décennies passées. Le fait que l'ancien Premier ministre *David Cameron* n'ait pas pu obtenir de majorité au Parlement pour un engagement militaire direct en Syrie à l'été 2014 fut un signal qui ne passa pas inaperçu.

Prise en main du Brexit avec énergie et fermeté

Au sein du parti conservateur, il y a aussi des changements remarquables. Alors que le 23 juin le parti était encore divisé sur la question de la sortie de l'UE, le congrès du parti du 2 au 5 octobre a parlé d'une seule voix: le Brexit sera pris en main avec énergie et fermeté. Il est prévu de finaliser la demande de sortie jusqu'en mars 2017. Même des anciens adversaires du Brexit, dont de nombreux jeunes militants (dont on avait dit juste après le 23 juin qu'ils étaient dans leur grande majorité en faveur de l'UE), se sont exprimés de manière presque enthousiaste sur les pos-



km. Congrès du parti conservateur. La nouvelle présidente *Theresa May* a déclaré que la sortie de son pays de l'UE était «une occasion unique pour changer le cours du pays de manière durable». Elle a demandé une société plus équitable et a annoncé des dépenses supplémentaires dans les domaines du logement, des écoles et des universités. Aux «élites internationales», ne payant pas d'impôts, elle veut déclarer la guerre et exiger des règles plus strictes pour les marchés financiers. Elle a promis de s'engager pour une économie, «au profit de tout le monde.» Son parti veut être le «parti des travailleurs». Les puissants et les privilégiés du pays ne doivent plus ignorer les intérêts du peuple. En prenant clairement ses distances des internationalistes dans son pays, elle les caractérise de manière suivante: «Ils trouvent votre patriotisme de mauvais

goût, vos soucis concernant l'immigration provinciaux, vos points de vue sur la criminalité autoritaires.» Mais désormais, elle va lutter pour empêcher que les immigrants «fassent les travaux que les Britanniques pourraient faire eux-mêmes.» Elle soutient l'idée de «former les jeunes gens avant d'embaucher de la main d'œuvre bon marché de l'étranger». Même pour les métiers, où il y a actuellement de nombreux travailleurs étrangers, tel le système national de santé publique, elle a annoncé des changements: «Je pense qu'il est juste de dire que nous désirons avoir davantage de médecins britanniques dans notre service de santé publique.» *Theresa May* a annoncé qu'elle voulait renforcer l'Etat – non pas pour le bien de quelques privilégiés, mais pour le bien de tous; un Etat «s'engageant pour les faibles et s'opposant aux forts». (photo reuters)

sibilités qu'allait offrir une Grande-Bretagne souveraine dans le monde de demain. Ce fut une véritable fête au nom de la souveraineté regagnée du pays.

Le déclin économique n'est nulle part visible

En effet, le déclin économique présenté comme inévitable n'est nulle part visible, tout au contraire. Il est vrai que la livre anglaise a perdu un peu de sa valeur, mais cela ne doit

pas être un désavantage. Pour un pays avec une économie orientée sur l'exportation, cela peut même s'avérer être un avantage. Quel est le nombre des pays de la zone euro désirant ne plus être liés à la monnaie unique et pouvant dévaluer pour redevenir concurrentiels?

Parti conservateur: remise en question du néolibéralisme

Ce qui est encore plus étonnant dans le parti conservateur, c'est le programme politique

annoncé pour l'avenir. La nouvelle présidente *Theresa May* semble avoir analysé de manière très critique le crédo néolibéral de la direction précédente du parti et a souligné le fait de vouloir s'engager davantage que jusqu'à présent en faveur des «perdants de la mondialisation», de ses propres citoyens en se basant davantage sur l'Etat et ses obligations de service public. Il faut bien sûr attendre pour voir quels actes suivront les paroles. Historiquement, on peut en tout cas affirmer qu'au XVIII^e siècle la voie de la Grande-Bretagne pour devenir la première puissance industrielle au monde n'est pas passée par une politique libérale mais par un grand nombre de lois étatiques protégeant l'industrie locale en devenant et la logistique qui faisait partie de la concurrence étrangère.

Abandon du Thatcherisme

La voie prise par les Britanniques au XVII^e et XIX^e siècles n'est certainement pas le modèle pour l'avenir. Le colonialisme et l'impérialisme font partie des facettes sombres de la voie britannique. Les profiteurs de la politique de jadis n'étaient de loin pas la majorité des citoyens, mais qu'un petit groupe. La Grande-Bretagne est devenue une société de classes accompagnée d'une inégalité sociale crasse. La nouvelle direction du parti n'a justement plus le but d'être uniquement la servante politique du grand capital. Les annonces faites lors du congrès ressemblent davantage à une sorte d'économie sociale de marché, donc l'abandon du Thatcherisme des décennies écoulées. Ce serait vraiment souhaitable pour un pays ayant souffert pendant de nombreux siècles d'une division des classes inconciliable. C'est celle-ci qui a aussi repoussé le pays – spécialement au cours des décennies après la Seconde Guerre mondiale – loin derrière l'Allemagne, la première puissance économique d'Europe continentale. L'Allemagne était le pays devant sa prospérité économique et son essor avant tout au partenariat social entre patronat et travailleurs, à l'économie sociale de marché et à la paix sociale.

Impulsions pour le reste de l'Europe?

Il n'est donc pas exclu qu'une Grande-Bretagne souveraine pourrait donner de nouvelles impulsions au reste de l'Europe – cette fois-ci à l'avantage du continent et de ses populations. Nous l'espérons vivement. Notamment aussi pour tous ceux qui aspirent dans leurs pays à la souveraineté ou qui aimeraient la préserver. •

Enseignement des langues: éviter d'inutiles querelles

par Pierre-Gabriel Bieri, Lausanne

Le modèle HarmoS, qui prévoit de commencer l'apprentissage de deux langues étrangères dès l'école primaire, est contesté dans certains cantons, notamment pour des motifs pédagogiques. Il est exagéré d'y voir automatiquement une menace pour la cohésion confédérale, et une intervention de la législation fédérale pour clore le débat n'est certainement pas le moyen adéquat de renforcer cette cohésion.

HarmoS appliqué mais contesté

L'apprentissage d'une deuxième langue nationale dès l'école primaire s'est généralisé en Suisse dès les années septante. Il apparaissait alors naturel que les élèves de Suisse romande apprennent l'allemand et ceux des cantons alémaniques les français. Mais ce réflexe confédéral s'est trouvé ébranlé au tournant du siècle, lorsque Zurich a décidé d'introduire aussi l'enseignement de l'anglais au degré primaire. Ce choix a séduit d'autres cantons et, dans l'espace germanophone de la Suisse, le français et l'anglais sont donc entrés en concurrence.

En 2006, une votation populaire a ouvert la porte à une harmonisation de l'«espace suisse de formation». La nouvelle base constitutionnelle a abouti à un concordat intercantonal nommé «HarmoS», adopté par quinze cantons et entré en vigueur en 2009, qui précise

notamment la durée des niveaux d'enseignement et l'enseignement des langues. Sur ce dernier point, il est prévu que «la première langue étrangère est enseignée au plus tard dès la 3^e année de scolarité (5^e HarmoS) et la deuxième au plus tard dès la 5^e année (7^e HarmoS)». Une dérogation est accordée aux cantons des Grisons et du Tessin qui prévoient, en plus, l'enseignement d'une troisième langue nationale.

Dans la pratique, ce modèle est respecté ou en voie d'être quasiment respecté dans la plupart des cantons. Mais chez ceux qui l'appliquent déjà, des voix se sont élevées pour le contester. Dans plusieurs cantons alémaniques, on dénonce les difficultés liées à l'apprentissage trop rapproché de deux langues étrangères et certains enseignants considèrent qu'aborder sérieusement le français au niveau secondaire peut donner de meilleurs résultats d'un point de vue pédagogique.

Une remise en question vue comme une menace

Cette remise en question – parfois décidée, parfois seulement discutée – a inquiété le Conseil fédéral. Celui-ci a mis en consultation durant cet été un projet de modification de la loi fédérale sur les langues, qui devrait désormais contenir des règles impératives

d'harmonisation de l'enseignement des langues à l'école obligatoire. Trois variantes sont proposées, de la plus contraignante (reprise explicite du modèle HarmoS) à la plus «légère» («l'enseignement de la deuxième langue nationale débute à l'école primaire»).

Le Conseil fédéral précise qu'il aurait préféré une solution librement adoptée par les cantons, et qu'une intervention directe de la Confédération dans les programmes scolaires ne constitue qu'une mesure de dernier recours afin de préserver la compréhension entre les communautés linguistiques.

Cette solution n'est pourtant pas convaincante. On peut être un fervent partisan de la langue française et de la cohésion confédérale – dont la langue n'est pas le seul facteur – et dénoncer néanmoins la maladresse d'une contrainte fédérale dans ce domaine.

Eviter de rallumer d'incessantes querelles linguistiques

On n'a pas à faire ici à une simple mauvaise volonté dans l'application d'un concordat intercantonal, mais bien plutôt au désir explicite de s'en écarter après l'avoir testé. Cela signifie que, dans les cantons concernés, le choix de l'enseignement des langues n'est pas un élément anodin mais constitue au contraire une question politique délicate.

Dans ce contexte, une intervention législative de la Confédération pour forcer les cantons «réfractaires» à clore ce débat et à «rentrer dans le rang» n'améliorerait certainement pas la cohésion confédérale, ni la sympathie envers la langue française!

«Dans les cantons concernés, le choix de l'enseignement des langues n'est pas un élément anodin mais constitue au contraire une question politique délicate.»

En outre, on doit garder à l'esprit que la remise en question du modèle HarmoS ne constitue pas forcément une attaque contre l'enseignement du français en tant que tel, mais résulte plutôt d'un débat pédagogique. Dans ces conditions, il paraît exagéré d'évoquer une menace sur la compréhension linguistique.

Il faut éviter de rallumer d'incessantes querelles linguistiques, et laisser les cantons assumer des choix parfois différents. En ce sens, le projet du Conseil fédéral doit être abandonné. A défaut et à titre subsidiaire, c'est la variante la moins intrusive qui devrait être privilégiée. •

Source: www.centrepatrional.ch, Service d'information n° 3108 du 4/10/16